

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

SAMEDI 8 NOVEMBRE 1975

EDITORIAL QUAND STIRN VEUT FAIRE DU NEUF

L'actuel ministre des DOM-TOM, le fringant Olivier STIRN gaspille beaucoup de salive ces jours-ci. Tout cela parce que paraît-il, il veut améliorer le sort des populations des Territoires d'Outre-Mer. Après Saint-Pierre et Miquelon, c'est aujourd'hui le tour des îles Wallis et Futuna. Stirn ne veut rien de moins que transformer ces derniers en Départements d'Outre-Mer. Et de chanter lui-même les louanges de la départementalisation. Parce que pour notre ministre des colonies, c'est un sort très enviable que d'être habitant des DOM. Il y a dit-il, les allocations familiales, la sécurité sociale etc... Les DOM et la France c'est du pareil au même pour notre ministre.

Seulement ce que Stirn oublie de préciser, c'est qu'à tous les niveaux : salaires, prestations familiales, pour ne citer que ces deux-là, la différence est grande entre la France et les soi-disant Départements d'Outre-Mer. Et surtout, il oublie l'importance du nombre de chômeurs en Guadeloupe, Martinique et Réunion : 30 à 50 % de la population en âge de travailler, il oublie la politique d'émigration massive vers la France (9 000 migrants pour la Guadeloupe seule en 1974), l'absence de l'allocation de chômage. En fait, les "Départements" d'Outre-Mer contrairement à ce qu'on veut nous faire croire sont bien des "Départements" entièrement à part....

guadeloupe

Communiqué des syndicats enseignants

Dans un communiqué adressé à la presse, les syndicats enseignants qui avaient appelé à la grève du 6 novembre, font le bilan de cette journée.

Ils disent leur satisfaction que la grève ait été très bien suivie : 70 à 80 % dans tous les établissements.

Cependant ils notent que les problèmes fondamentaux demeurent : postes en nombre insuffisant, heures supplémentaires imposées, crédits insuffisants, auxiliaires menacés de chômage.

En conclusion, les syndicats demandent aux enseignants et aux parents de se tenir prêts pour de nouvelles actions.

MARTINIQUE GRAVE ACCIDENT DE LA CIRCULATION

LA CARENCE DE L'ADMINISTRATION EST EN CAUSE.

Le mercredi 5 octobre, un grave accident de la circulation se produisit sur la route de la Trace. Il s'agissait d'un camion militaire qui, ayant à son bord une vingtaine de militaires, s'écrasa 30 mètres en contre bas. En ce moment, on dénombre 3 morts et plusieurs blessés dont certains sont dans un état grave. Les spéculations sur les causes de cet accident vont bon train. Cependant, l'une des raisons essentielles de cet accident est le fait qu'à cet endroit, la route est particulièrement étroite, sinueuse, donc dangereuse, et ce n'est pas une exception en Martinique.

L'administration coloniale aura beau verser des larmes hypocrites sur les victimes de cet accident, cela ne suffira pas cependant à cacher sa responsabilité dans ce nouveau drame de la circulation.

Pourtant, il est possible d'améliorer les routes de la Martinique. Peut-être le gouvernement colonialiste attend-il que d'autres accidents de ce genre soient produits ?

guadeloupe SUCCES DE LA GREVE DES ENSEIGNANTS

Ce sont près de 600 enseignants, parents et élèves qui se sont rassemblés à la salle Remy-Mainsouta au meeting organisé par les syndicats SMC, SNETA-A, SIES, SCEN, SUTP-CGT. Après avoir entendu les responsables des différents syndicats dénoncer tour à tour la misère et la carence de l'enseignement, le manque de crédits, de locaux, le scandale du chômage des enseignants, des heures supplémentaires, tous se retrouvèrent dans la rue. De nombreuses banderoles et pancartes apparurent et c'est aux cris de "des postes, des crédits", "enseignants, parents, élèves même combat", "unité travailleurs-enseignants", "à bas l'enseignement colonial !", que le cortège traversa les rues Fribault, Bozières, avant d'atteindre le vice-rectorat où une délégation se rendit auprès du vice-recteur. La grève fut très largement suivie dans le secondaire. Pour une fois, tous les syndicats du deuxième degré ont su appliquer l'unité d'action et créer ainsi un large mouvement dans tout le pays. Pour une fois, les parents d'élèves étaient nombreux à manifester, car un travail d'explication et de propagande avait été fait par les syndicats pour les sensibiliser.

martinique VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE LA SOMET

À la SOMET les travailleurs viennent de faire reculer le patron après une grève victorieuse de plus d'une semaine. En effet, Jean-Joseph, le patron, voulait licencier 50 travailleurs pour fin de travaux. Ceux-ci se mirent en grève contre les licenciements et exigèrent le paiement des jours de grève.

Finalement Jean-Joseph a dû céder. Les licenciements ont été supprimés, les jours de grève ont été payés à 50%. Mais la défaite de ce patron de combat a été plus complète encore : en effet, les travailleurs ont exigé et obtenu le licenciement d'un valet de Jean-Joseph qui s'était précipité avec sa voiture sur le piquet de grève manquant d'écraser plusieurs travailleurs.

Chez Jean-Joseph, comme à la Colas, à la SEGTA ou chez Jardin-Billiard, les travailleurs font reculer les patrons par leur mobilisation.

On ne peut que regretter l'absence du SMI qui ne s'est pas associé au mouvement et les cris de "SMI trahison" fusèrent un certain moment dans la manifestation.

La preuve a été faite que le mécontentement est grand contre la dégradation de la situation scolaire, et qu'il est possible de rassembler des centaines d'enseignants et de parents d'élèves dans les rues.

La mobilisation doit se poursuivre !

Dans quelques semaines Haby le ministre de l'éducation nationale sera ici : préparons nous à manifester massivement !

RADIO-GUADELOUPE et la grève des enseignants

Alors que l'ORTF avait été informée depuis le vendredi 31 octobre, par lettre, de la grève des enseignants du second degré il n'a jamais rien été dit de cette grève sur les ondes, avant qu'elle eut lieu.

En revanche les journalistes de FR3 n'ont pas manqué, tous, de diffuser la veille de la grève, la nouvelle selon laquelle 45 postes étaient créés en GUADELOUPE. C'est tout de même là une curieuse coïncidence. FR3 voudrait briser la grève des enseignants qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Mais c'est l'habitude de FR3 d'agir ainsi. Que l'on se souvienne de la grève des ouvriers agricoles en mars 1975 ! Radio-Guadeloupe n'informe pas la population.

USA

FORD PRÉPARE LES ÉLECTIONS

Il y a quelques jours, des changements assez importants ont eu lieu aux États-Unis, au niveau de l'appareil d'Etat. Le secrétaire d'Etat à la Défense, J. Schlesinger, se voit remplacé, tandis que de leur côté, H. Kissinger perd son poste de président du conseil national de sécurité, et Colby la direction de la C.I.A.

Ces changements ont naturellement fait couler beaucoup d'encre, et certains ont cru voir l'amorce d'un changement de politique. En fait, il n'en est rien : Kissinger, par exemple, n'en reste pas moins le numéro un de la diplomatie américaine, et sans doute demeure-t-il indispensable à un Gerald Ford quelque peu falot.

Et c'est justement du côté de Ford qu'il faut chercher les raisons de ces romane-ments. Il ne faut pas oublier que c'est l'année prochaine que se dérouleront les élections américaines. Ford qui, rappelons-

le, n'a pas été élu, mais désigné par Nixon à l'intention de se représenter.

Mais il a pour cela besoin d'avoir davantage "d'hommes à lui" dans l'appareil d'Etat. Par ailleurs, il est loin d'avoir une popularité qui lui assure une réélection sans problèmes. Choisi par la bourgeoisie au moment du scandale du Watergate, Ford était le personnage qui convenait pour tenter d'effacer aux yeux des gens l'image des politiciens retors et cupides (Nixon, Agnew, etc.... : un individu fa lot, honnête apparemment, mais sans grande intelligence.

C'est pourquoi Ford veut, d'ici à 1976, apparaître non comme un simple exécutant mais comme un homme ayant une personnalité et de l'autorité. C'est dans ce cadre que se placent les récents changements, tout comme les divers attentats-bidons auxquels Ford aurait "échappé" en septembre.

JUSTICE ET

LE PROBLÈME DU CHOMAGE

Dans son n° 45 du jeudi 6 novembre, JUSTICE, hebdomadaire du PCM (Parti Communiste Martiniquais) consacre une page entière et un article de fond au problème du chômage. Ces articles concluent à la création de comités de chômeurs. Quoique nous ayons de nombreuses réserves de fond quant aux objectifs que donne le PCM aux chômeurs, quoique les moyens concrets d'organisation des chômeurs ne soient pas abordés, nous appelons nos sympathisants, amis, lecteurs à participer activement à ces comités de chômeurs.

Si JUSTICE appelle les travailleurs à se mobiliser contre le chômage, à créer des comités de chômeurs, les objectifs eux-mêmes de cette lutte sont singulièrement timides.

Ainsi, l'essentiel de l'appel est consacré à lutter pour obtenir "l'application des lois sur le chômage", "la création d'une agence nationale de l'emploi" à côté de l'exigence "du travail chez nous".

S'il est nécessaire en effet, de réclamer l'application aux Antilles des lois sur le chômage, cette revendication est largement insuffisante. En effet, il ne suffit pas de lutter pour l'aménagement du chômage mais pour sa disparition.

A l'heure où la crise s'étend, jetant des milliers de travailleurs sur le pavé, à l'heure où près de 50 % de la population active est au chômage, on ne peut se contenter de revendications timides.

Une politique de grands travaux permettant d'embaucher des milliers de travailleurs, réduire les heures de travail sans diminution de salaire et embaucher d'autres travailleurs, dans tous les secteurs, voilà ce qu'il faut !

QU'EST-CE QUE LE CHOMAGE ?

Le chômage est une plaie de la société capitaliste.

Ce sont les capitalistes qui créent le chômage, car ils modernisent, mécanisent leurs entreprises et licencient les travailleurs. Ils créent ainsi une armée de chômeurs qui constitue leur "réserve", leur "stock" de force de travail. Embaucher des travailleurs en cette période de crise se serait diminuer leurs profits. Et, cela, un capitaliste ne l'acceptera jamais. Seule, la lutte acharnée des travailleurs et des chômeurs les obligera à le faire.

ECHOS DES ENTREPRISES

A l'usine Grosse-Montagne les travailleurs ont ré ussi à imposer un système de roulement du travail. Ainsi chaque travailleur peut être embauché une quinzaine sur deux depuis septembre. Jusque là tout avait bien marché. Ce sont les délégués du personnel eux mêmes qui veillaient à son bon fonctionnement en évitant que personne ne soit lésé. Or il y a une quinzaine de jours environ un certain nombre de travailleurs se sont vus suspendre pour un mois. Et comme par hasard ce sont des travailleurs assez actifs sur le plan syndical. Ceux-ci estimant qu'ils ont été arrêtés plus longtemps que prévu uniquement pour cette raison. C'est très certainement vrai. Il faudra que le syndicat et tous les travailleurs restent vigilants et veillent à ce que ces travailleurs soient effectivement repris après un mois.

En tout cas cela montre bien que les patrons ne perdent pas une occasion pour remettre en question ce que les ouvriers arrachent par leur lutte.

En mars-avril dernier, le salaire journalier dans la banane a été porté à 43,92F sur la majorité des grandes plantations. Or depuis cette date, le gouvernement a procédé à trois augmentations du SMIC, la dernière datant du 1er octobre, ce qui porte le salaire minimum journalier à 50,32 F soit 6,40 F de plus que ce que gagne un travailleurs de la banane. Or en France si bien qu'en Martinique le salaire minimum agricole a été supprimé. Qu'attendons nous pour appliquer cette mesure en Guadeloupe ? Compte tenu du fait que rares sont les plantations où les patrons accordent plus de quatre jours de travail par semaine, on voit donc que les travailleurs de ce secteur disent de très maigres revenus. Et dire que le ministre des DOM-TOM n'arrête pas ces jours ci de raconter que les populations des DOM ont les mêmes droits que les "Français de France". Les travailleurs de la banane quant à eux doivent se souvenir que chaque augmentation obtenue l'a été par la lutte et que ni les patrons ni le gouvernement ne cèdent rien si on ne les y force pas.

Directeur de Publication : H.E. ZOUZOU
Commission paritaire : n° 51 728
Rédaction du journal : POINTE A PIERRE
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 P.D.F.
4 ème supplément au mensuel n° 54

ABONNEZ-VOUS
AU MENSUEL

MARTINIQUE SÉCURITÉ SOCIALE

Le jeudi 16 octobre, un délégué du personnel FO, du service du contentieux de la Caisse générale de sécurité sociale est convoqué par son chef de service pour s'entendre dire qu'elle est mutée dans un autre service et dégradée pour des raisons "d'opportunité" et "d'ambiance".

En fait, c'est là une atteinte directe aux libertés syndicales et une tentative de plus de mettre le personnel au pas, car c'est bien de l'activité syndicale de ce délégué qui rendait ce chef malade. Ce chef est de plus connu dans le service pour avoir manigancé des oppositions entre agents pour mieux asseoir une autorité d'adjudant de carrière. Ainsi, afin de limiter le rôle de ce délégué du personnel, il l'a muté dans un autre service pour la séparer des travailleurs.

C'est une véritable atteinte aux libertés syndicales contre laquelle les travailleurs sauront réagir.

COMBAT OUVRIER
en vente dans les
boutiques

2 FOIS PAR SEMAINE DANS
TOUTES LES COMMUNES, EN
GUADELOUPE